

## COMITÉ INTERNATIONAL

*Trente-sixième circulaire à Messieurs les Présidents et les Membres  
des Comités centraux de secours aux militaires blessés.*

Genève, le 30 avril 1877.

Messieurs,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance des Comités centraux, qu'une Société ottomane de secours aux blessés et malades militaires vient de se constituer à Constantinople, sur les bases du Congrès international de Genève, ainsi que nous l'apprend une circulaire de S. E. Marco-Pacha, président de la Commission d'organisation<sup>1</sup>.

La Société ottomane a pour but de venir en aide, par des ambulances libres, aux ambulances militaires et d'apporter au soulagement des blessés toutes les ressources de la charité.

Nous devons cependant attirer votre attention sur le fait que la Société ottomane de secours aux blessés et malades militaires a adopté, pour signe distinctif du personnel neutralisé, le drapeau et le brassard portant le Croissant rouge sur fond blanc.

Cette substitution du Croissant rouge à la Croix rouge, conformément aux propositions que la Sublime-Porte a faites aux États signataires de la Convention de Genève, place la Société ottomane dans une situation irrégulière, quant à ses rapports avec les autres sociétés de secours aux blessés.

Aussi longtemps en effet que la neutralité n'est pas garantie par la Russie aux ambulances placées sous la protection du Croissant rouge, et que d'autre part, le respect de la Croix rouge par les armées turques présente, de l'aveu même de la Porte, des difficultés d'exécution, il régnera une grande incertitude sur le traitement qu'auront à attendre les sociétés de secours volontaires aux blessés et malades des deux armées.

<sup>1</sup> Voir p. 80.

La solution de la question de droit dépend des États signataires de la Convention de Genève, et nous nous bornons à constater que, d'après la Note que le Conseil fédéral suisse vient d'adresser à la Sublime-Porte et de l'avis de la plupart des gouvernements, le projet de substitution du Croissant à la Croix pour les ambulances ottomanes, implique une modification à l'article 7 de la Convention de Genève; que pour devenir obligatoire, cette modification doit être consentie par les États qui ont adhéré à cette Convention et revêtir la forme solennelle d'un acte international conclu et signé par les représentants de ces États.

Nous ne pouvons donc espérer une solution très-prochaine de cette importante question, qui une fois résolue par les gouvernements, aura une conséquence forcée sur les statuts de la Société ottomane.

Mais, au moment où la guerre vient d'éclater, il nous a paru que la création d'une Société de secours ottomane, sous l'inspiration des principes de la Convention de Genève, était un fait réjouissant à enregistrer dans l'intérêt des principes que nous défendons en commun. Tout en faisant d'expresses réserves sur la substitution du Croissant rouge et sur son adoption par la Porte avant que les États signataires de la Convention de Genève se soient entendus à cet égard, nous pensons que la création de la Société ottomane de secours aux blessés pourra rendre d'utiles services à la cause de l'humanité. C'est à ce titre que nous vous annonçons sa constitution, appelant de tous nos vœux l'adoption d'un mode de vivre qui assure à cette Société le bénéfice de la neutralisation. Dans ce but nous avons adressé au Comité central russe et à la Société ottomane un pressant appel, pour qu'ils attirent sans retard l'attention de leurs gouvernements sur la nécessité d'une entente entre les belligérants pour la neutralisation des secours.

Le Bureau de la Société ottomane se compose de :

*Président :* ARIF-BEY, président du Conseil supérieur sanitaire.  
*Vice-Présidents :* Le Dr SARELL et NOURIAN-EFFENDI.  
*Secrétaire :* FERIDOUN-BEY.  
*Trésorier :* M. FOSTER, directeur de la Banque impériale ottomane.

Ont été élus pour le Comité :

D<sup>r</sup> PECHEDIMALDJI.

D<sup>r</sup> DICKSON, médecin de la Légation britannique.

D<sup>r</sup> SEVASTOPULO.

D<sup>r</sup> AZIZ-BEY, professeur à l'École de médecine.

FAIK-PACHA, membre du Conseil supérieur de santé militaire.

LEVAL-EFFENDI, ingénieur.

Agréez, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Comité international de la Croix rouge :

*Le Secrétaire,*

*Le Vice-Président,*

G. ADOR.

L. MICHELI.

## LE CROISSANT ROUGE

Dans notre bulletin de janvier dernier (n° 29), nous avons donné le texte de la dépêche de la Sublime-Porte adressée au président de la Confédération suisse, en date du 16 novembre 1876, par laquelle Safvet-Pacha notifiait la décision prise par la Turquie de remplacer, dans le brassard et le drapeau adoptés par la Convention de Genève, la Croix rouge par le Croissant rouge. La Porte demandait en outre au Conseil fédéral suisse, de prendre les mesures nécessaires pour faire admettre le Croissant rouge, comme signe de neutralisation, par les puissances signataires de la Convention de Genève.

A la réception de cette dépêche le Conseil fédéral, par sa note du 29 novembre 1876, en a donné connaissance aux Etats signataires de la Convention, et leur a demandé leur avis sur la communication de la Sublime-Porte. A la date du 13 avril 1877 le Conseil fédéral avait reçu la réponse de onze Etats : l'Autriche-Hongrie, le Portugal, le Danemark, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Suède, les Pays-Bas, la Roumanie, le Monténégro, l'Italie et la Russie.